

Etats-Unis-Corée du Nord/Diplomatie

Trump-Kim : rendez-vous le 12 juin à Singapour

AFP
Washington/Etats-Unis

Enjeu crucial de ce sommet historique, la "dénucléarisation" de Pyongyang.

LE 12 juin à Singapour : dans un mois, jour pour jour, Donald Trump et Kim Jong Un vont se rencontrer lors d'un sommet historique pour discuter d'un enjeu crucial, la "dénucléarisation" de la Corée du Nord après des mois d'escalade et de tensions. Le président des Etats-Unis, qui entretenait le suspense sur la date et le lieu de ce tête-à-tête avec le numéro un nord-coréen, en a fait l'annonce jeudi quelques heures après avoir accueilli, près de Washington, trois prisonniers américains tout juste libérés par Pyongyang. "La rencontre très attendue entre Kim Jong Un et moi aura lieu à Singapour le 12 juin. Nous allons tous deux essayer d'en faire un moment très important pour la Paix dans le Monde !", a-t-il écrit sur Twitter. Son secrétaire d'Etat Mike Pompeo, qui vient de se rendre dans la capitale nord-coréenne pour préparer le sommet, n'a pas exclu qu'il dure plus d'un jour. Aucun président américain en exercice n'a rencontré jusqu'ici un dirigeant nord-coréen et les deux pays sont techniquement toujours en guerre depuis la fin du conflit entre les deux Corées en 1953. Les plus hauts responsables américains en exercice à s'être rendus en Corée du Nord ont été des



Photo : AFP

La "dénucléarisation" de la Corée du Nord constituera l'enjeu du sommet, le 12 juin à Singapour, entre Le Nord-Coréen Kim Jong-Un et l'Américain Donald Trump.

secrétaires d'Etat : Madeleine Albright en 2000 lors d'un bref dégel sans lendemain sur les dossiers balistique et nucléaire, et Mike Pompeo, qui a ramené jeudi les ex-prisonniers. Les anciens présidents Jimmy Carter et Bill Clinton ont aussi fait le déplacement à Pyongyang. **L'EXCELLENT KIM** • Après s'être montré tenté par un sommet à la frontière entre les deux Corées, où Kim Jong Un a rencontré fin avril le président sud-coréen Moon Jae-in, Donald Trump avait exclu mercredi cette piste. Singapour était alors devenue l'option la plus probable. Il fallait "trouver un endroit neutre où Trump et Kim puissent se sentir tous deux en sécurité tout en fournissant le cadre spectaculaire dont ils ont besoin pour ce sommet historique", a souligné Jean Lee, experte du groupe de réflexion Wilson

Center, sur Twitter. Il fallait aussi que ce soit "assez proche" de Pyongyang "pour que Kim puisse s'y rendre dans son petit avion". C'est donc cette cité-Etat neutre et ultramoderne d'Asie du Sud-Est qui a été choisie pour mettre en scène leur rencontre emblématique de l'extraordinaire détente en cours après des mois d'escalade ponctuée d'échanges musclés et d'invectives personnelles. Résolument optimiste en accueillant les ex-prisonniers en pleine nuit à leur descente d'avion, Donald Trump a tenu à "remercier" Kim Jong Un, "qui a vraiment été excellent" avec eux. Puis lors d'un meeting dans l'Indiana jeudi soir, le président américain a expliqué à ses supporters que cette rencontre "vise à parvenir à un avenir de

paix et de sécurité pour le monde entier". "Je pense que cela sera un très gros succès", a-t-il de nouveau affirmé, avant de relativiser "que si ce n'est pas le cas, alors ce n'est pas le cas". Le dirigeant nord-coréen a lui qualifié le sommet de chance "historique" pour construire un "bel avenir". **"SEULE OPTION"** • La préparation de cette rencontre donne lieu à un tourbillon diplomatique. Mike Pompeo a ainsi rencontré à deux reprises en un mois Kim Jong Un – la première, en secret, en tant que directeur de la CIA. Et le dirigeant nord-coréen s'est rendu deux fois en Chine en six semaines pour parler au président Xi Jinping. Désormais, les diplomates américains et nord-coréens s'affairent pour définir l'ordre du jour de la rencontre. Une tâche à

haut risque. Le président américain, qui a annoncé mardi son retrait, malgré le tollé international, de l'accord sur le nucléaire iranien espère démontrer ses qualités de négociateur dans cet autre dossier atomique. Kim Jong Un s'est dit prêt à négocier la "dénucléarisation" de son pays reclus et frappé par des sanctions internationales draconiennes, infligées en partie en 2017 après une série de tirs de missiles y compris intercontinentaux capables d'atteindre le continent américain, et d'essais atomiques qui avaient fait monter les tensions. Mais les experts pensent que sa définition de ce terme n'est pas la même que celle de Washington, qui réclame la dénucléarisation "complète, vérifiable et irréversible" de la péninsule coréenne et assure n'être prêt à aucune concession avant d'avoir atteint cet objectif "sans délai". « Si Kim Jong Un veut un allègement de la "pression maximale" » imposée à la Corée du Nord "et être accueilli à la table des puissances mondiales reconnues, c'est sa seule option", explique à l'AFP le sénateur républicain Cory Gardner, qui a évoqué les préparatifs du sommet à la Maison Blanche mercredi. "Tant que les différentes parties abandonnent leur politique hostile et les menaces" à l'encontre de Pyongyang, "il n'y a aucune raison pour la Corée du Nord d'être un Etat nucléaire et la dénucléarisation peut se concrétiser", a assuré Kim Jong Un à Xi Jinping, d'après l'agence Chine nouvelle.

L'Afrique en bref

- **Guinée Equatoriale/Politique. Le parti dissous CI va déposer un recours**
Le principal parti d'opposition en Guinée équatoriale, Citoyens pour l'innovation (CI), dissous en février, a annoncé hier qu'il introduira un nouveau "recours", cette fois devant la Cour constitutionnelle, après la confirmation lundi de sa dissolution par la Cour suprême.
- **RD Congo/Violences. Une garde tuée et deux touristes britanniques enlevés dans les Virunga**
Une garde congolaise a été tuée et deux touristes britanniques ont été enlevés hier lors d'une attaque menée par des assaillants non identifiés dans le parc des Virunga dans l'est de la République du Congo, a indiqué la direction du parc à l'AFP.
- **Tchad/Arrestations. Soupçons grandissants sur l'extradition de trois rebelles**
Trois rebelles tchadiens arrêtés au Niger en octobre 2017 auraient été extradés vers le Tchad, selon leur avocat ainsi que des défenseurs des droits de l'Homme, ce que dément le gouvernement tchadien.

A travers le monde

- **Iran/Nucléaire. Réunion mardi prochain à Bruxelles**
La cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini recevra mardi les ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni, qui seront ensuite rejoints par leur homologue iranien, ont annoncé hier ses services.
- **Russie/Justice. L'opposant Navalny de retour au tribunal**



Photo : AFP

Menacé de retourner en prison, le principal opposant russe Alexei Navalny a obtenu hier quelques jours de répit – avec le report au 15 mai de la décision du tribunal – face à la justice russe, qui le juge pour l'organisation de manifestations dispersées manu militari deux jours avant l'investiture de Vladimir Poutine.

- **Turquie/Politique. Putsch avorté : 150 nouveaux soldats arrêtés**
La police turque a arrêté hier 150 soldats soupçonnés d'être liés aux réseaux du prédicateur Fethullah Gülen auquel Ankara impute le putsch avorté de juillet 2016, a annoncé l'agence étatique Anadolu.

Congo/Jugé à Brazzaville

Le général Mokoko condamné à 20 ans de prison

AFP
Brazzaville/Congo

Sept co-accusés, dont six Français, écopent de la même peine.

LE général et opposant congolais Jean-Marie Michel Mokoko, 71 ans, a été condamné hier à 20 ans de "détenation criminelle" pour "atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat", à l'issue d'un procès qu'il a qualifié de "règlement de comptes politiques", a constaté un journaliste de l'AFP. "La cour criminelle déclare Jean-Marie Michel Mokoko coupable" et le "condamne à une peine de 20 ans de détention criminelle", a dé-

claré le président de la cour criminelle Christian Oba. L'ex-candidat à l'élection présidentielle a trois jours pour se pourvoir en cassation, a-t-il ajouté. La cour affirme avoir condamné par contumace à la même peine sept co-accusés dont six Français et un Congolais pour complicité "de l'infraction d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat". Le général Mokoko, ex-chef d'Etat major, était conseiller du président Denis Sassou Nguesso qu'il a finalement défié à l'élection présidentielle de 2016. Il a été arrêté en juin 2016 après avoir refusé avec d'autres candidats de reconnaître la réélection du



Photo : AFP

Suivant les réquisitions du parquet, la Cour criminelle qui le jugeait cette semaine a condamné le général Jean-Marie Michel Mokoko à 20 ans de réclusion.

président Sassou Nguesso qui cumule près de 35 ans de pouvoir. "La décision de la cour criminelle ne nous surprend pas parce que tout a débuté dans l'illégalité en

violation de l'immunité juridictionnelle de notre client", a déclaré l'avocat du général Mokoko, Me Eric Yvon Ibouanga. Sa défense affirme qu'il tient son immunité de son

titre de "dignitaire de la République", un argument réfuté par l'accusation. "C'est un jugement qui nous satisfait compte tenu de la gravité de l'infraction et des éléments qu'il y avait dans le dossier", a déclaré un des avocats de l'Etat congolais, un Français inscrit au barreau de Brazzaville, Me Gérard Deviller.

• **Crise : le bilan sévère et les propositions des évêques.** Dette publique, "corruption", conflit civil : les évêques du Congo-Brazzaville ont dressé un bilan sévère des maux qui frappent le pays, sans ménager le pouvoir, auquel ils demandent "un dialogue politique" et un "audit de la dette", ni ses partenaires extérieur